

Louis GILL

Économiste, professeur retraité de l'UQÀM

(2016)

“Tout est relatif !
Réflexions suscitées par
les budgets Morneau et Leitão.”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
Professeur associé, Université du Québec à Chicoutimi
[Page web](http://www.uqac.ca/~jmt/). Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca
Site web pédagogique : <http://jmt-sociologue.uqac.ca/>

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"
Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur associé, Université du Québec à Chicoutimi à partir de :

Louis Gill, économiste québécois
Professeur retraité de l’UQAM

“Tout est relatif ! Réflexions suscitées par les budgets Morneau et Leitão.”

Un article publié dans *La Presse* +, le 25 mars 2016, et *L’Aut’journal* en ligne, le 31 mars 2016.

Louis GILL est économiste et professeur retraité du département de sciences économiques de l’UQAM où il a œuvré de 1970 à 2001. Tout au cours de cette carrière, il a eu une activité syndicale active. Il a publié plusieurs ouvrages, sur la théorie économique marxiste, l’économie internationale, l’économie du socialisme, le partenariat social et le néolibéralisme, ainsi que de nombreux essais et articles de revues et de journaux sur des questions économiques, politiques, sociales et syndicales.

[Autorisation formelle accordée par l’auteur le 4 août 2015 de diffuser cet article en accès libre à tous dans Les Classiques des sciences sociales.]



Courriel : gill.louis@uqam.ca

Polices de caractères utilisée : Times New Roman, 14 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5’’ x 11’’.

Édition numérique réalisée le 20 septembre 2016 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Québec.



Louis Gill
[économiste, retraité de l’UQÀM.]

“Tout est relatif !
Réflexions suscitées par les budgets
Morneau et Leitão”



La Presse +, le 25 mars 2016, et *L'Aut'journal* en ligne, le 31 mars 2016.

Louis Gill

**“Tout est relatif !
Réflexions suscitées par les budgets Morneau et Leitão.”**

La Presse +, le 25 mars 2016, et *L’Aut’journal* en ligne, le 31 mars 2016.

Réaffirmant avec force que la réalisation de l’équilibre budgétaire est une nécessité absolue pour le Québec, le ministre des Finances Carlos Leitão a acclamé du même souffle avec enthousiasme le déficit cumulé de 113 milliards de dollars sur cinq ans (de 2016 à 2021) annoncé le 22 mars lors de la présentation du budget fédéral par son homologue William Francis Morneau, que mon manque de familiarité avec lui m’interdit d’appeler « Bill ». Cette attitude « deux poids, deux mesures » du ministre Leitão se justifierait selon lui par le fait que le niveau d’endettement du gouvernement du Québec serait « *beaucoup plus élevé* » que celui du gouvernement fédéral.

Or, cette affirmation est difficile à soutenir à la lumière des statistiques comparées produites par M. Leitão lui-même le 17 mars dernier, dans son *Plan économique du Québec* (page E17). D’entrée de jeu, il faut préciser que diverses mesures de la dette sont utilisées. Le gouvernement du Québec utilise principalement le concept de « dette brute » qui comprend les emprunts contractés sur les marchés financiers et les engagements envers les régimes de retraite, alors que le gouvernement fédéral utilise celui de « dette attribuée aux déficits cumulés », qu’il désigne comme la « dette fédérale ».

En date du 31 mars 2015, la dette brute du gouvernement du Québec représentait 55 % de son Produit intérieur brut (PIB), un niveau plus élevé que celui du gouvernement du Canada (45,6 %), mais qui est loin d’être excessif. À la même date, le rapport au PIB de la dette attribuée aux déficits cumulés du gouvernement fédéral était de 31 %,

un niveau à peine inférieur à celui du gouvernement du Québec, 32,7 %. Peut-on alors vraiment accorder de la crédibilité aux affirmations de M. Leitão quant à l'ampleur de l'endettement du Québec ? Ou ne faut-il pas plutôt voir dans son acharnement à réaliser l'équilibre budgétaire coûte que coûte un refus de tourner le dos aux politiques austéritaires qui l'ont guidé jusqu'ici ?

Pendant les six années de déficits budgétaires, de 2009 à 2015, la dette brute du gouvernement du Québec a augmenté de 46 milliards de dollars, mais seulement le tiers de cette augmentation a été le résultat des déficits budgétaires. La majeure partie de l'accroissement de la dette provient des investissements du gouvernement en immobilisations et de ses placements et prêts destinés aux sociétés d'État. Et au cours des prochaines années, même si le gouvernement réalise l'équilibre budgétaire comme il s'y est engagé, sa dette continuera d'augmenter, d'un montant de quelque 15 milliards d'ici 2021, prévoit M. Leitão, notamment parce que le gouvernement continuera d'investir dans les infrastructures.

Paradoxalement, le plan d'investissements en infrastructures annoncé dans le budget fédéral, qui est de 120 milliards de dollars sur dix ans (2016-2026) et qui se présente comme la colonne vertébrale du plan gouvernemental de relance de l'économie canadienne, est un plan relativement modeste si on le compare au Plan québécois des infrastructures présenté dans le budget du Québec, dont les investissements projetés pour les dix mêmes années sont de 89 milliards. Comme la taille de l'économie canadienne est d'environ cinq fois celle de l'économie du Québec, il faudrait que les investissements du plan fédéral d'infrastructures soient de 450 milliards de dollars sur dix ans, soit 3,75 fois le montant prévu de 120 milliards, pour que le plan fédéral ait l'envergure du Plan québécois !

Sous des apparences d'équilibre budgétaire, c'est en réalité un surplus de 1,5 milliards que le gouvernement du Québec a réalisé pour l'année qui s'achève et c'est un surplus cumulé de 14,5 milliards qu'il projette de réaliser au cours des cinq prochaines années. Mais ces surplus seront entièrement déposés dans le Fonds des générations, afin, soutient le gouvernement, de réduire le rapport de la dette au PIB. Or, s'il ne déposait rien dans le Fonds des générations, ce rapport

diminuerait quand même, moins vite assurément, mais il diminuerait néanmoins. Et cela laisserait des milliards de dollars à affecter aux besoins essentiels de la population qui, après des années de compression, continue à être soumise à rude épreuve.

Fin du texte